

Perspectives des deux pays
avec l'arrivée du Président
Abinader

Pour une vraie Négociation Com-
merciale avec la République
Dominicaine

Tourisme, IDE, recul de la
pauvreté...quelles leçons
pouvons-nous en tirer?

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

Haïti et République Dominicaine: quelles perspectives après l'élection de Luis Abinader?

2020 Une
décennie
2030 d'action



11 Septembre 2020 - N°016

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Acnel LAURENT, Claudie MARSAN, Gérard Junior JEANTY, Hansy MARS, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Claudine ANDRÉ, Bélyony BIEN-AIMÉ.

Haïti et République Dominicaine : quelles perspectives après l'élection de Luis Abinader?

Les dominicains ont été aux urnes pour choisir des maires, des législateurs et un président en dépit de la crise sanitaire qui a endeuillé plusieurs familles dans le pays. La République voisine, très ouverte au reste du monde, représente l'un des pays les plus affectés par la COVID-19 ayant causé non seulement des morts mais aussi un net ralentissement des activités au niveau de l'économie affichant la plus forte croissance du produit intérieur brut dans la région.

La réalisation de ces élections au cours de cette crise sanitaire a rendu le pays plus vulnérable à court terme mais le renforce considérablement à moyen et long terme, du fait que les institutions seront mieux armées pour faire face aux défis de la période post-COVID. Faut-il rappeler que l'autre pays qui partage l'île, un cas unique dans le monde, est en train de vivre une situation contraire, avec l'affaiblissement de ses institutions ?

Des analystes avisés de la situation politique dominicaine estiment que c'est la première fois, dans l'histoire récente des élections, que le dossier haïtien n'était pas au centre de la campagne électorale. L'équipe d'Abinader composée de jeunes professionnels compétents, moins dépendante de la vieille garde anti-haïtienne, a lancé de nouveaux signaux en souhaitant des relations commerciales plus solides avec Haïti. Cependant, le nouveau président dominicain a insisté sur le contrôle de la migration haïtienne vers son pays, un sujet très sensible. Le nouveau président dominicain a précisé aussi qu'il n'a nullement l'intention d'aider les haïtiens à résoudre leurs problèmes car son pays n'en a pas les moyens.

Comment prendre Abinader au mot concernant le renforcement des relations commerciales entre les deux pays? Il n'est certainement pas le premier président dominicain, au cours des dernières décennies, à faire des ouvertures vers la partie occidentale de l'île. Des commissions mixtes ont vu le jour entre les deux

généralement au rendez-vous et les initiatives ne sont pas concrétisées.

Les acteurs du secteur des affaires et de la société civile ne devraient pas laisser le leadership d'un grand programme binational entre les mains des acteurs politiques exclusivement. En effet, les leaders haïtiens devraient profiter de l'arrivée de cette nouvelle classe d'hommes et de femmes politiques en République Dominicaine pour établir de solides contacts et réfléchir en vue de renforcer le positionnement stratégique de l'île dans la perspective du grand mouvement de relocalisation de certaines usines de la zone asiatique vers le continent américain. Les jeunes leaders l'ont déjà compris et l'ont exprimé à travers leur vision d'une politique étrangère agressive.

Un renforcement des relations haïtiano-dominicaines au cours de la troisième décennie de ce millénaire réclame une participation autant des acteurs publics que non publics, tant sur le plan national que régional. La région Nord d'Haïti composée des départements du Nord-ouest, du Nord et du Nord-est reliée au riche espace économique du Cibao dans la partie septentrionale de la République dominicaine jouit d'importants avantages comparatifs et compétitifs en raison de leur proximité avec les États du Sud des États-Unis.

Une nouvelle ère s'annonce dans la partie orientale de l'île. Comment en bénéficier? Les résultats des prochaines élections générales dans la partie occidentale en 2021 ou 2022 pourraient nous donner une idée de la direction que nous, haïtiens, allons choisir pour faire la route avec les Dominicains.

Perspectives des deux pays avec l'arrivée du Président Abinader



Denise Reyes

Depuis sa campagne électorale, le président Abinader, leader du Parti révolutionnaire moderne, aborde la question haïtienne. Il a, lors de son investiture où le président haïtien Jovenel Moïse a pris part, montré la nécessité d'une bonne entente avec nos voisins, le peuple haïtien. Pour le nouveau Président, les relations avec les États-Unis, Haïti et l'Espagne, seraient des priorités pour notre pays.

D'après les propos de Luis Abinader, les États-Unis, pays où vivent 2 millions de Dominicains, représente notre principal partenaire commercial. Avec Haïti, puisque c'est notre voisin, il faut une bonne entente entre nos deux peuples. Enfin l'Espagne, en raison de nos circonstances historiques et étant donné qu'il est l'un de nos plus gros investisseurs soit 95% de l'investissement dans les hôtels en République dominicaine.

Le nouveau directeur de l'Institut pour l'émigration, Wilfredo Lozano, acceptant ce qui a été soulevé par le président Abinader, a déclaré dans un communiqué que « pendant cette administration la loi générale sur l'immigration sera renforcée et nous envisageons l'entrée formelle des travailleurs haïtiens.

Par conséquent nous aurons besoin d'une réponse articulée pour une entrée ordonnée où les travailleurs haïtiens entrent dans le pays documentés, et c'est pourquoi nous devons frapper aux portes du gouvernement haïtien afin qu'il puisse fournir des documents à ses citoyens ».

Dans une interview que le président Abinader a donnée mardi 1er septembre à la chaîne de télévision américaine CNN, répondant à l'une des questions sur Haïti dont près de deux millions de ses citoyens vivent à Saint-Domingue, le président a martelé que la priorité est de se conformer à la loi sur l'immigration, et que tous les Haïtiens qui vivent dans le pays doivent l'être légalement. Le premier citoyen dominicain soutient que les travailleurs temporaires doivent être sous le contrôle des deux gouvernements, ils peuvent travailler en République dominicaine temporairement et ensuite retourner dans leur pays.

« Je plaide également pour un travail commun des deux pays frontaliers, avec des accords mutuels pour contrôler la contrebande, le trafic d'armes et le trafic illégal, » a-t-il déclaré tout en notifiant que si les institutions formelles fonctionnent dans chaque pays, la frontière sera très bénéfique pour tous.

Pour une vraie Négociation Commerciale avec la République Dominicaine



Eric Rolex Joseph

Eric Rolex Joseph est détenteur d'un Master en Politiques publiques de l'University of Kentucky (USA). Fulbright Scholar, Il est Professeur d'Économie Internationale et d'Économie du Développement dans plusieurs centres Universitaires à Port-au-Prince.

Cela fait quelques années que les relations commerciales Haitiano-Dominicaines préoccupent les analystes tant en Haïti qu'en République Dominicaine. Ces relations déséquilibrées, sont de plus en plus intenable et les deux pays doivent trouver un accord. A chaque nouveau gouvernement, les analystes, les intellectuels et les observateurs des deux côtés de l'île appellent à un rééquilibrage des rapports. Tout le monde comprend qu'il faut une meilleure coopération entre les deux pays sur plusieurs points, particulièrement sur les relations commerciales. Même le nouveau président dominicain élu pense qu'il faut revoir les relations entre les deux peuples à ce niveau.

Historiquement, les relations entre les deux peuples ont toujours été tumultueuses. Bourrées de méfiances d'un côté et de mépris de l'autre, la majorité des décisions commerciales sont prises en dehors de toute consultation sérieuse et sans trop grandes considérations de leurs impacts parfois négatifs sur les deux peuples.

Les rapports commerciaux entre les deux pays ne sont pas aussi anciens qu'on aurait pu le croire. Si on devait vraiment situer le début des relations commerciales

formelles entre les deux peuples, on pourrait remonter à 1987. Les échanges se font en grande partie dans les différents points de passage terrestres (officiels ou non).

Avant 1987, entre 1937 et 1986, les points de passage officiels étaient fermés. Les échanges entre les deux pays n'existaient quasiment pas à l'exception de l'importation des dominicains de la main d'œuvre haïtienne avec la permission du gouvernement haïtien. D'ailleurs, ce n'est qu'en 1929 qu'un premier traité de démarcation des lignes frontalières a été signé lors de l'occupation des deux pays par les américains. Ce traité fut modifié en 1936 et a contribué à l'ouverture des différents points de passage officiels que nous avons actuellement.

Les échanges commerciaux ont toujours suivi les volatilités politiques des deux pays. Même après la signature de l'accord de 1987 pour l'ouverture des frontières les échanges entre les deux pays n'ont pas beaucoup progressé. Ce n'est que pendant la période de l'embargo de 1991, sous prétexte de contenir la masse des immigrants haïtiens en Haïti, que les Dominicains, ignorant les protestations de l'OEA, ont vraiment commencé à nous bombarder de leurs produits. Malgré tout, au début des années 2000, par exemple en 2001, il n'y avait qu'un faible déficit commercial - moins de 100 millions de dollars en faveur de la République Dominicaine.

Les 12 années qui ont suivi ont vu une augmentation substantielle des importations haïtiennes « passant de 208 millions de dollars en 2002 à plus de 1 milliard de dollars en 2013 », sans une trop grande augmentation des exportations. En 2015, la République Dominicaine a officiellement exporté environ 1 milliard de dollars de produits vers Haïti, mais n'en a importé que pour 4 millions.

Cependant, avec la venue du gouvernement Martelly, les relations commerciales des deux pays entrent dans une autre ère. Le gouvernement interdisait l'importation par voie terrestre de 23 produits dominicains. Les exportations dominicaines vers Haïti ont chuté, pour

atteindre 853 millions de dollars en 2017 alors que les exportations d'Haïti ont totalisé 42 millions. Plus près de nous, entre Janvier et Mars 2020, les dominicains ont déjà exportés pour plus de 206 millions de dollars vers Haïti selon le CEIRD .

Pourtant, plusieurs gouvernements ont tenté d'apporter des éléments de solution à ce déséquilibre. Avec l'élection de Luis Abinader en République dominicaine, la question refait surface. Certains analystes indépendants dont des experts internationaux, des chercheurs locaux réfléchissent sur la meilleure solution. La majeure partie de la classe intellectuelle qui réfléchit à ce problème pense qu'une harmonisation des relations et des priorités entre les deux économies seraient profitables pour les deux peuples. Cependant, deux grands courants de pensée traversent les écrits et les discours:

a) Les Élités politiques et économiques dominicaines veulent un accord commercial avec Haïti afin d'assurer leur accès à ce marché.

b) Les analystes haïtiens, la classe intellectuelle et plusieurs politiciens se penchent beaucoup plus sur le renforcement de la production nationale haïtienne pour réduire drastiquement les importations provenant de la république voisine.

Ce qu'il faut noter c'est que ces deux solutions peuvent paraître mutuellement exclusives sur la forme, pourtant sur le fond, elles sont logiques et cohérentes. Les Haïtiens veulent renforcer la production nationale et réduire la dépendance externe. Un accord élargi avec la République Dominicaine pourrait aider grandement en ce sens. Une stratégie « Win Win » pour les deux pays serait pour Haïti un moyen d'attirer des investissements directs étrangers, principalement des grandes firmes dominicaines (Büthe, T. and Milner, H.V. (2008)).

Un tel accord permettrait d'augmenter la production nationale, tout en assurant un bon rendement aux capitaux dominicains, un marché beaucoup plus large, stable et rentable. Les secteurs du Tourisme, de la Finance et de la Formation Supérieure sont des domaines clés où une synergie entre les deux pays feraient l'affaire des deux peuples.

Par exemple, l'accès au marché Haïtien des banques dominicaines peut aider à mobiliser les capitaux importants pour la réalisation de gros investissements (Büthe, T. and Milner, H.V. (2008)) dans les secteurs touristiques, routiers, miniers et/ou agricoles. La télécommunication est aussi un secteur qui pourrait intéresser leurs investissements par rapport à la taille de notre marché.

Une approche à éviter à tout prix est celle consistant à prendre des décisions unilatérales comme bannir certains produits en provenance de la République Dominicaine ou en imposant des tarifs sans pour autant assurer un approvisionnement local suffisant comme ce fut le cas récemment en Octobre 2015 puis en Janvier 2018 . Un tel choix, sans une vraie politique nationale de renforcement de la compétitivité des produits locaux (disponibilité et un bon prix), pénalise le consommateur final, à savoir le peuple haïtien. Ces décisions non seulement les poussent à payer à un prix fort des produits et services de mauvaises qualités, mais aussi de voir les importateurs faire leur beurre sur leur dos. Par exemple, en interdisant l'entrée sur le sol haïtien par voie terrestre de 23 produits , l'État a favorisé directement les gros importateurs tout en pénalisant les paysans ou détaillants des villes de province qui, eux, auraient pu acheter directement chez les dominicains.

Une telle décision ne saurait en aucun cas réduire de manière considérable les manques à gagner au niveau des taxes et sauver la production comme annoncée. L'une des conséquences de ces mesures est qu'aujourd'hui, nous avons des importateurs en situation de monopole qui fixent comme bon leur semble le prix de tous les produits, sans avoir à s'inquiéter de la compétition des petits marchands au niveau des frontières. L'objectif de toute bonne politique publique devrait être en faveur de la société, et du plus grand nombre. Peu importe ce qu'on vous dit, les tarifs sont des taxes sur la consommation. Le consommateur final paiera toujours la facture d'une façon ou une autre. .

Plusieurs études sérieuses sur la question ont démontré que les échanges commerciaux produisent des gains qui aident à la croissance lorsque les pays s'assurent de protéger de manière intelligente les industries sensibles. Au final, nous ne devons donc

pas craindre un bon accord avec la république voisine. Surtout avec ce fossé économique énorme qui sépare les deux pays, nous devons trouver la bonne formule qui permettra de profiter des avancées dominicaines. Jusqu'au milieu du XXe siècle, les deux pays avaient à peu près le même PIB, mais alors que la République Dominicaine a enregistré des décennies de croissance économique soutenue, l'économie haïtienne demeure languissante, perturbée par les

troubles politiques, et les catastrophes naturelles et des mauvaises politiques publiques dans pratiquement tous les domaines. Aujourd'hui, bien que les deux pays aient à peu près la même population, près de 11 millions de personnes, l'économie de la RD est dix fois plus grande que celle d'Haïti. Il nous faut impérativement négocier et surtout bien négocier avec eux. Il y va de notre intérêt.



Frontière Haïti et République Dominicaine

Photo crédit: Dominican Today

Tourisme, IDE, recul de la pauvreté... quelles leçons pouvons-nous en tirer?



Thomas Lalime

Luis Rodolfo Abinader Corona a pris les rênes du pouvoir en République dominicaine le dimanche 16 août 2020. Économiste de formation et entrepreneur à succès, il aura pour mission de consolider son pays sur la trajectoire de développement économique que ce dernier a entamé depuis la fin de la dernière occupation américaine en septembre 1966. La stabilité politique qui s'en est suivie a été la pierre angulaire de ce processus de développement économique qui a permis au dominicain moyen d'améliorer significativement ses conditions de vie. Elle a permis aux autorités dominicaines de maintenir une stabilité macroéconomique avec un peso relativement stable par rapport au dollar américain, ainsi qu'un taux d'inflation faible en dépit de quelques épisodes de turbulences.

En conséquence, la République dominicaine a fait un saut en termes de réduction de la pauvreté. Sur la période allant de 1990 à 2017, l'Indice de développement humain (IDH) est passé de 0.6 à 0.74, soit une moyenne annuelle de 0.67. En 2018, son IDH a été de 0.745, ce qui l'avait classée à la 121^e place sur 228 pays, juste après l'Ukraine. Ce sursaut quantitatif et qualitatif a été possible grâce au tourisme et à l'investissement direct étranger (IDE) qui ont boosté la croissance économique dominicaine.

Le taux de croissance économique a été en moyenne de 5.6 % en République dominicaine au cours des trois dernières années contre seulement 0.6 % au cours de la même période en Haïti. En 2019,

ce taux était négatif en Haïti (-0.9 %) contre 5.1 % chez le voisin. Un taux de croissance économique négatif est synonyme de destruction de richesses. La richesse produite en République dominicaine lui permet de limiter le déficit de sa balance commerciale. Les exportations dominicaines sont passées de 6.8 milliards en 2010 à 11.2 milliards de dollars américains en 2019, une hausse de 65 %. Les importations, de leur côté, s'élevaient à 20.3 milliards de dollars américains en 2020 contre 15.2 milliards en 2010, soit une hausse de 34 %. Le déficit de la balance commerciale se chiffre à 9.1 milliards de dollars américains en 2020.

Le tourisme et les investissements directs étrangers (IDE) compensent largement le déficit de la balance commerciale dominicaine. De 2010 à 2018, la République dominicaine a reçu en moyenne 2.5 milliards de dollars d'IDE par année. Le tourisme a rapporté à la République dominicaine environ 7.5 milliards de dollars américains en 2019 avec 7.13 millions de voyageurs non-résidents arrivant par voie aérienne. Les dépenses quotidiennes moyennes des étrangers non-résidents dominicains en 2019 étaient de 136.2 dollars américains avec un séjour moyen de 8.5 nuits. Les Dominicains non-résidents passaient une moyenne de 16.1 nuits et dépensaient 816.7 dollars américains par séjour. Déjà en 2010, le tourisme rapportait à la République dominicaine environ 4.2 milliards de dollars américains.

Cerise sur le gâteau, les transferts de la diaspora dominicaine s'élevaient à 7.9 milliards en 2019 contre 4.3 milliards en 2010. Au bout du compte, si l'on fait le décompte des entrées de devises résultant des exportations, du tourisme, des IDE et des transferts de la diaspora, on obtient un total de 28.7 milliards de dollars américains. Les importations étaient de 20.3 milliards de dollars américains. Il y a eu donc un important surplus de dollars américains sur le territoire dominicain qui a permis de maintenir le peso dominicain relativement stable par rapport au dollar américain.

Parallèlement, de 2010 à 2018, Haïti a bénéficié d'une moyenne de 156 millions de dollars américains d'investissements directs étrangers. Les transferts privés sans contrepartie de la diaspora, collectés à partir des maisons de transferts entre octobre 2018 et septembre 2019 avaient crû annuellement de 6.4 % pour atteindre 2.5 milliards de dollars. En 2017, une année relativement bonne comparée à 2018 et 2019, Haïti a reçu la visite d'environ 500 000 touristes qui auraient dépensé en moyenne 600 dollars américains par séjour pour un total d'environ 300 millions de dollars américains, selon les estimations disponibles.

Selon la note sur la politique monétaire publiée par la Banque de la République d'Haïti (BRH), au cours des 11 premiers mois de l'exercice 2018-2019, le solde commercial était déficitaire de 2.7 milliards de dollars américains. Durant cette période, les exportations atteignaient 1.11 milliard de dollars américains alors que les importations s'élevaient à 4.2 milliards de dollars américains. Globalement, Haïti exporte pour environ un milliard et importe pour 5 milliards de dollars américains pour une année plus ou moins stable.

Si l'on fait le décompte, les IDE, les transferts, les exportations et le tourisme rapportent un montant cumulé de 4.1 milliards de dollars américains pour des importations de 5 milliards de dollars américains pour l'exercice fiscal 2018-2019. L'offre de dollars américains sur le marché local est donc largement inférieure à la demande. L'écart est d'environ un milliard de dollars américains. Cet écart crée une forte pression sur le prix du dollar américain par rapport à la gourde qui est le taux de change. L'augmentation du taux de change et l'inflation importée qui s'en est suivie ont rongé une bonne partie du pouvoir d'achat des ménages. Tout le contraire de la République dominicaine.

Il faut ajouter à ce déficit structurel, des variables conjoncturelles défavorables à la stabilisation du taux de change en Haïti, en particulier l'insécurité et l'instabilité politique qui amplifient l'incertitude qui, elle-même, alimente des anticipations rationnelles négatives des agents économiques concernant l'avenir de la nation et de l'économie haïtienne. La plus grande leçon à tirer de la République dominicaine est l'importance de la création d'un climat stable et sécuritaire dans la prospérité économique.

Les dirigeants et les institutions dominicaines inspirent beaucoup plus de confiance à leur population comparée à Haïti. Cette confiance est également cruciale pour la croissance économique.

L'investiture du président Luis Rodolfo Abinader constitue un exemple éloquent. En 2020, la République dominicaine réalise des élections incontestables et incontestées, malgré la pandémie de la Covid-19. C'est le meilleur signal de stabilité politique qu'elle pouvait envoyer aux investisseurs étrangers, aux touristes, aux partenaires économiques et à la communauté internationale. À l'inverse, l'absence d'élections en Haïti pour le renouvellement du mandat des parlementaires, des maires et peut-être du président de la République témoigne du fait que les dirigeants haïtiens ne sont pas encore prêts à consolider le processus d'institutionnalisation de la démocratie, préalable à la stabilisation politique nécessaire au décollage économique.



Edlin Magnan

L'économie dominicaine est l'une des plus développées de la Caraïbe. Avec une superficie de 48 670 km², la République Dominicaine occupe la plus grande partie de l'île. Selon les derniers chiffres officiels, la RD possède un PIB de 85,56 milliards de dollars en (2018) et un IDH de 0,746 (2017).

Depuis plus d'une quarantaine d'années, la RD connaît une hausse de croissance économique, en dépit des catastrophes naturelles et des troubles sociaux politiques.

L'agriculture et le tourisme sont deux éléments déterminants dans l'économie de la RD.

Cependant, la COVID-19 a frappé le secteur touristique dominicain de plein fouet, ce qui a nettement diminué le nombre de touristes chez eux. De mars à septembre 2020, la République Dominicaine a été capable de résister et de nourrir ses enfants. Ce qui est différent pour sa voisine la République d'Haïti.

S'appuyant sur les promesses politiques de son nouveau président, Luis Abinader, la RD espère ralentir la propagation de la COVID 19 et relancer son tourisme. Si la RD connaît un tel essor en matière de politique économique, c'est à cause des efforts constants d'un peuple ayant la volonté de sortir son pays du marasme économique.

Education civique, bonne volonté et harmonie sont 3 facteurs clés pour le développement de tous pays, la RD a su les expérimenter pour le plus grand bien de ses citoyens, d'où les leçons à tirer.

Edelin Mangnan poursuit sa formation Post Doctorale à AIU (Atlantic International University). Il est détenteur d'un diplôme de Doctorat en Économie avec Spécialisation en Management de Projets de l'Institut Madison de Londres. Il est le Directeur du Centre IPES (Initiative Professionnelle d'Entrepreneuriat Social), Centre de Formation, d'Étude et de Recherche en Entrepreneuriat Social.



Evadie Daniel

Deux pays se partagent la même île pourtant l'un se présente comme le revers de l'autre. Si l'on revient 60 ans en arrière pour faire une comparaison entre eux, il peut se révéler difficile de croire que le fossé se soit

agrandi autant et que l'un se retrouve aujourd'hui aux antipodes de l'autre. L'on ne peut s'empêcher de se questionner sur cette transformation. Qu'a fait le peuple voisin contrairement à nous et que pouvons-nous retenir de ces années de croissance soutenue? Plusieurs leçons peuvent être tirées mais je n'en retiendrai qu'une: la volonté politique des différents gouvernements qui se sont succédés en République Dominicaine de construire une nation. En effet, nous avons tous deux été colonisés quoi que nous fussions plus exploités que nos voisins ; nous avons tous deux soufferts des périodes d'instabilité politique (plus intense en terre voisine avant 1915 que chez nous) et de dictature, et enfin nous avons subi l'occupation américaine durant la même période. Mais toujours est-il qu'à partir de 1960, alors que nous avions tous deux le même PIB réel par habitant (autour de \$800) nos trajectoires allaient diverger considérablement et atteindre en 2019 un PIB per capita de \$756 en Haïti contre \$8,282 en République Dominicaine.

Et depuis, la République dominicaine continue d'enregistrer le taux de croissance le plus élevé de la région de l'Amérique latine et de la Caraïbes (5.3% en rythme annuel contre 3.8%). Les politiques structurelles, qui reflètent la volonté politique des gouvernements dominicains, ont été les principaux déterminants de cette croissance. Le peuple dominicain, à travers ses gouvernements, a su maintenir les infrastructures publiques et les services sociaux laissés par les américains et diversifier son économie. La République dominicaine a décidé de s'ouvrir au monde et d'asseoir sa croissance économique au fil des ans sur l'industrialisation, la construction, l'agriculture, les services - dont particulièrement le tourisme- entre autres. Elle s'est lancée dans un processus de planification de l'économie de demain, en témoignent les différents diagnostics qui ont été commandités par les gouvernements en place et documents stratégiques disponibles pour différents secteurs accompagnés de plans opérationnels annuels. Il reste quand même que le pays doit renforcer l'état de droit en veillant à combattre la corruption et à promouvoir davantage une croissance inclusive afin de diminuer le niveau de pauvreté qui y existe.

Marie Evadie Daniel, économiste-statisticienne avec une spécialisation en économie de développement et gestion de projets internationaux. Elle est détentrice du PMP, l'une des meilleures certifications en gestion de projets.

#9Septembre

#Jour de l'Agriculture

#Journée mondiale de l'Agriculture

Au milieu de la crise et de la peur, un passeport pour l'avenir

Dans de nombreux pays, c'est le seul secteur qui a continué à fonctionner sans interruption pendant la pandémie. Malgré la baisse du commerce mondial et les difficultés imposées par le virus, elle a su augmenter ses exportations et réaffirmer son rôle stratégique.

Nous célébrons la Journée mondiale de l'agriculture au cours de l'une des pires crises de mémoire. La pandémie a créé et continuera de créer plus de pauvreté, d'inégalité et de désespoir social, et pourtant elle n'a pas interrompu la production ni l'approvisionnement en nourriture.

Au cours de ces derniers mois, de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont produit des récoltes entières qui nourriront le monde et feront tourner les roues dans une activité vitale pour la vie. Il est clair que ce n'est pas le moment de la complaisance, mais un moment où nous devons insister pour que ce secteur qui offre des solutions structurelles aux problèmes les plus graves de la civilisation humaine reçoive la plus grande priorité dans les agendas publics.

Pauvreté, inégalités, chômage, insécurité alimentaire et nutritionnelle, désintégration familiale, migration de masse et défis environnementaux: la résolution ou l'atténuation de tous ces problèmes peut avoir un dénominateur commun. Ce dénominateur commun est l'agriculture, qui est un aspect intrinsèque des solutions à une réalité inquiétante.

De par sa nature même, l'agriculture est transformatrice et, avec l'éducation, est l'option la plus efficace pour lutter contre la pauvreté structurelle dans les zones rurales. De plus, couplée à des processus de production ou à des plans de développement territorial, reflétés dans la coopération technique moderne, elle peut également être considérée

comme une politique sociale efficace. C'est également un moteur essentiel du développement, en raison de son interaction significative avec la science et de son utilisation intensive de la technologie.

En outre, il renforce la position des pays d'Amérique latine sur le marché mondial, sur la base de la richesse inégalée des ressources naturelles de la région, enrichie par des capacités de production et d'entrepreneuriat que nous devons perfectionner, en intégrant les dimensions sociale, environnementale et technologique.

Cette période dramatique est également un moment propice pour considérer à nouveau les territoires ruraux comme des zones d'opportunités et de progrès social, ce qui nécessitera des structures institutionnelles appropriées, une nouvelle génération de politiques publiques pour l'agriculture familiale et la facilitation de l'accès aux technologies numériques, pour permettre à tous nos agriculteurs d'augmenter leur production et d'augmenter leurs revenus.

Avec ses liens de production, l'agriculture est l'activité qui peut le plus rapidement garantir de meilleures conditions de vie et alimenter l'expansion des services liés à l'éducation, à la justice, aux télécommunications et aux infrastructures pour les habitants ruraux, afin de résoudre les problèmes qui conduisent à la fuite rurale et à la migration vers centres urbains.

Ces objectifs sont des aspects clés du nouveau programme de coopération technique, qui comprendra également la facilitation de l'accès des producteurs aux chaînes commerciales; la promotion de la bio économie; et l'industrialisation intelligente de nos sociétés, basée sur l'utilisation des ressources biologiques, qui, ensemble, ont le potentiel de convertir les territoires

basée sur l'utilisation des ressources biologiques, qui, ensemble, ont le potentiel de convertir les territoires ruraux en une vaste usine verte, produisant des aliments, de la bioénergie, des biomatériaux et des probiotiques.

Célébrons et reconnaissons la valeur de l'agriculture. Le concept moderne de l'agriculture la reconnaît comme une activité qui peut créer des opportunités plus que toute autre.

C'est donc, comme il y a des milliers d'années, notre passeport le plus sûr vers un avenir meilleur.

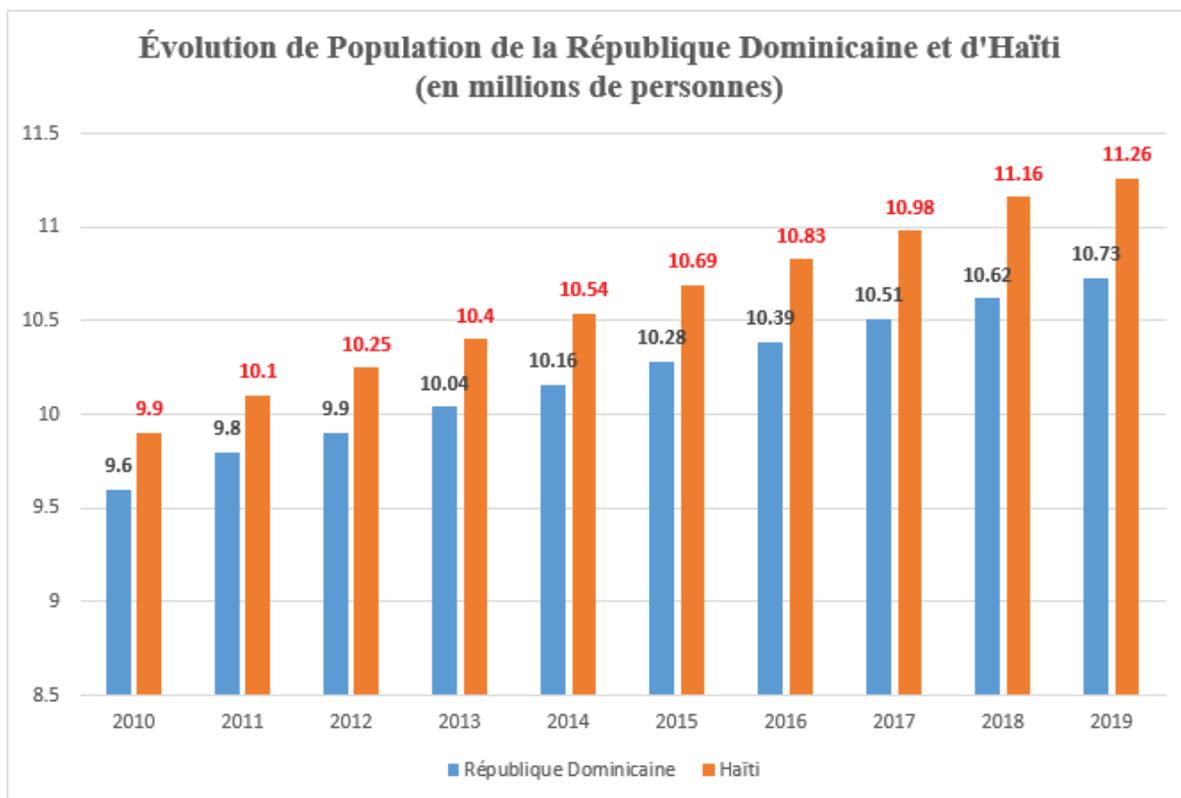
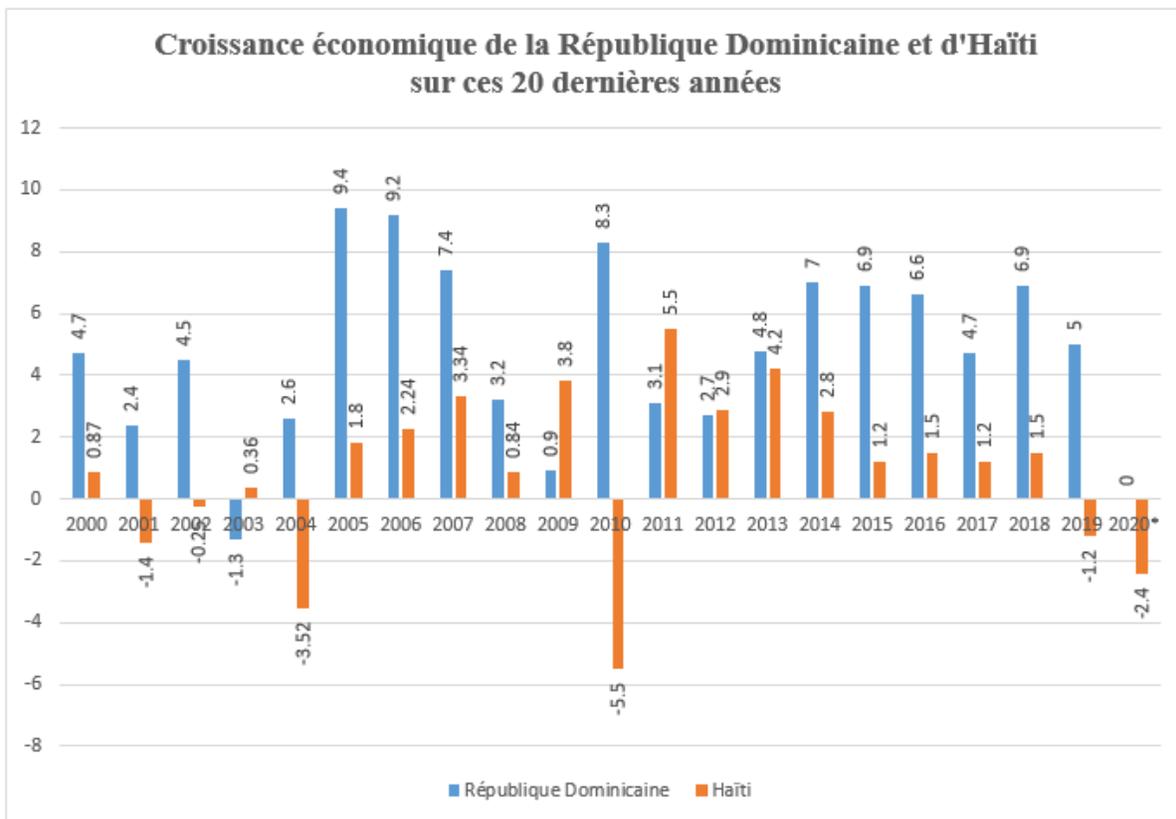
Manuel Otero, Directeur Général de l'Institut Inter-américain de Coopération pour l'Agriculture (IICA), et **Susana Balbo**, **Dennis McClung**, **Jens Mesa Dishington**, **Rattan Lal**, **Alysson Paolinelli**, **Hugo Sigman**, tous Ambassadeurs de bonne volonté de l'IICA.



Plantation de sorgho à Torbeck dans le sud d'Haïti

Photo crédit: SMASH Papyrus

Notes Infographiques



Source : Loi de Finances/Conception : Group Croissance et AHJEDD

Suivez DEVHaïti sur:



Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.